



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 02, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Haïti fait face à trois points de décision critiques simultanés dans un délai de cinq jours. Une décision judiciaire fédérale américaine attendue aujourd'hui déterminera le risque de déportation pour 350 000 détenteurs haïtiens du TPS alors que les protections expirent le 3 février. Le dialogue politique se termine le 3 février sans consensus annoncé sur le cadre de gouvernance post-7 février malgré la pression internationale et l'échéance constitutionnelle. Les conditions de sécurité restent tendues suite à l'alerte de l'ambassade américaine du 31 janvier bien qu'aucun incident majeur ne se soit produit au cours des dernières 24 heures. Le taux de change se maintient à 131,20 HTG/USD tandis que le contrôle territorial des gangs persiste à 80-90 pour cent de Port-au-Prince.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

La décision de la juge de district américaine Ana Reyes attendue aujourd'hui sur la résiliation du TPS affectant 350 000 Haïtiens avec des protections expirant le 3 février.

Le dialogue politique du Conseil Présidentiel de Transition se termine le 3 février sans consensus public sur le cadre de succession cinq jours avant l'expiration du mandat.

Aucun incident de sécurité majeur au cours des dernières 24 heures suite à l'alerte de l'ambassade du 31 janvier mais le cycle de violence PNH-gangs continue.

Taux de change stable à 131,20 HTG/USD malgré l'incertitude politique et la détérioration de la sécurité.

Le mandat du BINUH renouvelé jusqu'en janvier 2027 mais l'efficacité opérationnelle nécessite un homologue gouvernemental haïtien stable.

DÉVELOPPEMENT 1

La juge de district américaine Ana Reyes devrait statuer aujourd'hui sur la suspension de la résiliation du Statut de Protection Temporaire pour Haïti affectant environ 350 000 détenteurs du TPS plus 150 000 avec des demandes en attente. Les protections TPS expirent le 3 février 2026 à 23h59 plaçant cette population à risque immédiat de déportation. La juge Reyes a déclaré lors des audiences du 7 janvier qu'elle rendrait sa décision d'ici le 2 février et a exprimé son scepticisme quant à la justification de sécurité de l'administration en disant à l'avocat du DHS que les preuves ne permettent pas de déterminer si les détenteurs du TPS peuvent retourner en toute sécurité en Haïti.

Le contexte juridique implique des positions gouvernementales américaines contradictoires. La Cour d'appel du neuvième circuit a statué le 28 janvier que la secrétaire du DHS Kristi Noem a excédé son autorité statutaire en résiliant le TPS pour Haïti et le Venezuela constatant que les actions n'ont pas été prises conformément aux procédures établies par le Congrès. Cependant la Cour suprême a précédemment autorisé les résiliations à procéder en attendant la résolution finale ce qui signifie que la décision du neuvième circuit n'a aucun effet pratique immédiat. L'affaire séparée de la juge Reyes devant le tribunal de district de D.C. pourrait fournir un allègement d'urgence par une ordonnance de suspension. L'ambassade américaine à Port-au-Prince a caractérisé Haïti comme actuellement à l'étape quatre de ne pas voyager comme une zone de guerre et a retiré 80-90 pour cent du personnel en raison de l'insécurité pourtant le même gouvernement américain affirme que les conditions sont suffisamment sûres pour que un demi-million d'Haïtiens soient renvoyés.

La terreur communautaire est généralisée selon Guerline Jozef de la Haitian Bridge Alliance qui rapporte des raids ICE planifiés de 30 jours ciblant les grandes villes avec des populations haïtiennes notamment Springfield Ohio, Charleroi Pennsylvanie, San Diego et New York. Les responsables de Springfield se préparent à une vague de l'ICE particulièrement notable car la ville était le centre de diffamations racistes pendant la campagne présidentielle de 2024. Le 2 février des élus notamment la représentante d'État du Massachusetts Latyna Humphrey et le maire d'Everett Massachusetts Robert Van Campen ont tenu des réunions communautaires appelant à la prolongation du TPS en soulignant que le Statut de Protection Temporaire a permis aux familles haïtiennes de vivre travailler et contribuer en toute sécurité dans les communautés.

Les implications opérationnelles sont graves dans plusieurs domaines. Les envois de fonds totalisant 4,1 milliards de dollars en 2024 représentant 18,43 pour cent du RNDB projeté d'Haïti pour 2026 pourraient diminuer de 10-15 pour cent si 350 000 détenteurs du TPS en âge de travailler perdent leur autorisation d'emploi. La logistique de déportation fait face à des barrières insurmontables car l'aéroport Toussaint Louverture fonctionne sous une interdiction de vols commerciaux de la FAA jusqu'au 7 mars, les gangs contrôlent les routes d'accès à l'aéroport et Haïti manque de capacité d'accueil pour les retours massifs. La pression politique de la résiliation du TPS crée une pression de déstabilisation supplémentaire sur un gouvernement de transition déjà fragile. Les retombées régionales accéléreraient probablement la migration par bateau vers la Floride, les Bahamas et les îles Turques-et-Caïques si les déportations se poursuivent.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Statut de Protection Temporaire pour Haïti a été initialement désigné suite au tremblement de terre de janvier 2010 et a été prolongé continuellement par plusieurs administrations en raison de conditions extraordinaires et temporaires empêchant un retour sûr.

POINTS DE DISCUSSION

La décision de la juge Reyes aujourd'hui détermine le sort immédiat de 350 000 Haïtiens avec autorisation de travail et protection contre la déportation expirant le 3 février.

Le gouvernement américain maintient des positions contradictoires affirmant qu'Haïti est sûre pour les déportations tandis que l'ambassade décrit des conditions de zone de guerre et a retiré 80-90 pour cent du personnel.

La déportation des détenteurs du TPS éliminerait 400-600 millions de dollars en envois de fonds annuels représentant 10-15 pour cent du total de 4,1 milliards de dollars d'Haïti en 2024.

Haïti manque de capacité physique pour recevoir des déportations massives avec un aéroport sous interdiction de la FAA jusqu'au 7 mars, le contrôle des gangs des routes d'accès et aucune infrastructure de réception.

La mobilisation politique augmente avec des élus, le Congressional Black Caucus et le caucus caribéo-américain coordonnant un plaidoyer pour la prolongation législative du TPS.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient préparer des protocoles d'urgence pour l'impact potentiel d'une baisse de 10-15 pour cent des envois de fonds sur les besoins humanitaires si la décision refuse la suspension.

Les entreprises avec une exposition de main-d'uvre haïtienne dans les opérations américaines devraient se préparer à une perturbation potentielle du travail si les autorisations de travail se terminent le 3 février.

Les organisations de services juridiques devraient pré-positionner le soutien aux demandes d'asile individuelles comme solution de repli si la résiliation du TPS se poursuit.

Les groupes de plaidoyer de la diaspora haïtienne devraient tirer parti d'une décision favorable si obtenue pour intensifier la pression du Sénat pour la prolongation législative du TPS avant l'expiration des protections.

Les gouvernements caribéens devraient préparer des protocoles d'interdiction maritime et de réception pour l'accélération probable de la migration par bateau si les déportations massives commencent.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2

Le Conseil Présidentiel de Transition a lancé un dialogue politique de trois jours du 1er au 3 février à l'hôtel de Pétion-Ville réunissant des centaines de participants de partis politiques, de dirigeants religieux, de syndicats et de la société civile pour négocier l'architecture de gouvernance post-7 février. En date du 2 février aucune annonce officielle de consensus ou de cadre convenu n'a été détectée dans les sources disponibles malgré les co-présidents du CPT Leslie Voltaire et Edgard Leblanc Fils soulignant l'urgence de parvenir à un nouvel accord politique comme cadre indispensable pour redéfinir la gouvernance nationale au-delà du 7 février. Le dialogue fait face à des défis fondamentaux de légitimité car lors de la première journée du 18 janvier quatre des six blocs politiques invités ont refusé de participer arguant qu'il n'y a pas de dialogue possible avec le CPT qui doit quitter le pouvoir à tout prix le 7 février.

Plusieurs cadres de transition concurrents restent sur la table sans convergence. Une coalition de plus de 70 partis politiques a proposé en novembre 2025 une transition d'un an excluant les membres actuels du CPT avec un système exécutif double de président de transition plus premier ministre et des élections fin 2026. Une initiative de la société civile du 5 janvier a présenté un cadre choisissant entre retenir le PM Fils-Aimé ou sélectionner une figure de la société civile tout en excluant les membres de partis politiques des postes de président et de PM pour éviter les biais électoraux. L'Accord de Montana a proposé en août 2025 un conseil présidentiel de transition de trois membres plus un cabinet technocratique avec un organisme de surveillance. Une coalition d'anciens premiers ministres a proposé une prolongation d'un an à partir du 7 février.

Les positions de la communauté internationale sont explicites et unifiées. Le représentant spécial de l'ONU Carlos Ruiz a averti le 20 janvier que le pays n'a pas de temps à perdre en luttes intestines prolongées et a exhorté les parties prenantes à trouver un terrain d'entente avant le 7 février. Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a déclaré sans équivoque le 23 janvier que le CPT doit être dissous d'ici le 7 février. L'OEA a réitéré le 22 janvier que le mandat du CPT prend fin le 7 février selon l'Accord du 3 avril 2024 qui interdit explicitement la prolongation. L'envoyé de l'ONU Ruiz a noté le 22 janvier que si les acteurs politiques ne parviennent pas à un consensus d'ici le 7 février la constitution permet au premier ministre de rester en fonction dans de telles circonstances suggérant que le PM Alix Didier Fils-Aimé pourrait continuer comme exécutif intérimaire.

L'Accord de Montana maintient une position intransigeante rejetant le dialogue avec le CPT. Le 26 janvier le Bureau de l'Accord de Montana a salué le limogeage du premier ministre et a appelé à une transition souveraine. Le 16 janvier les signataires de Montana ont fait pression sur le CPT pour qu'il agisse avant le 7 février exigeant le retrait du PM Fils-Aimé et son remplacement par un chef de gouvernement intérimaire dont le mandat prendrait fin le 6 février. Ils ont allégué corruption, insubordination et relations étrangères non autorisées préjudiciables à la souveraineté nationale. Cette position entre en conflit avec le soutien américain et onusien à la continuation de Fils-Aimé et risque la marginalisation de Montana si la communauté internationale reconnaît un gouvernement intérimaire dirigé par le PM post-7 février.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'Accord du 3 avril 2024 qui a créé le Conseil Présidentiel de Transition spécifiait un mandat se terminant le 7 février 2026 avec une interdiction explicite de prolongation.

POINTS DE DISCUSSION

Le dialogue politique se termine le 3 février sans consensus annoncé sur le cadre de gouvernance post-7 février malgré trois jours de négociations.

Quatre propositions de transition concurrentes restent sur la table notamment la coalition de plus de 70 partis, l'initiative de la société civile, l'Accord de Montana et la coalition d'anciens PM.

La communauté internationale est unifiée sur le fait que le mandat du CPT prend fin le 7 février avec les États-Unis, l'ONU et l'OEA déclarant explicitement qu'aucune prolongation n'est permise selon l'Accord du 3 avril 2024.

Le repli constitutionnel permet au PM Fils-Aimé de continuer comme exécutif intérimaire si les acteurs politiques ne parviennent pas à un consensus d'ici l'échéance du 7 février.

Le rejet intransigeant par l'Accord de Montana du dialogue avec le CPT entre en conflit avec le soutien international à la continuation du PM et risque la marginalisation.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les partis politiques devraient prioriser le consensus de transition immédiat plutôt que l'architecture parfaite car l'échéance du 7 février ne laisse pas de temps pour des négociations prolongées.

Les organisations internationales devraient pré-positionner la flexibilité pour travailler avec les autorités intérimaires à partir du 7 février probablement la continuation de PM Fils-Aimé tout en plaidant pour un consensus rapide.

Les membres du CPT devraient reconnaître les vulnérabilités personnelles de corruption post-mandat et négocier des dispositions d'immunité dans l'accord de transition plutôt que de tenter la prolongation du mandat.

Les acteurs de la société civile devraient concentrer le dialogue sur l'autorité décisionnelle concrète pour le gouvernement à partir du 7 février plutôt que sur la pureté idéologique de la composition.

Le calendrier électoral devrait être explicitement conditionné à des critères de sécurité mesurables plutôt qu'à des dates aspirationnelles détachées de la réalité du contrôle territorial des gangs à 80-90 pour cent.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3

Aucune attaque de gang majeure ou incident de sécurité n'a été signalé au cours des dernières 24 heures du 1er au 2 février représentant un calme tendu suite à l'alerte de sécurité de l'ambassade américaine du 31 janvier avertissant de tirs nourris et arrêtant tous les mouvements de personnel. L'alerte de l'ambassade a suivi une opération majeure de la Police Nationale d'Haïti à Croix-des-Bouquets ciblant le gang 400 Mawozo qui a tué des dirigeants de grande valeur notamment Zotolan commandant en second du gang Carrefour Marassa et Ti Pikan. En représailles 400 Mawozo a lancé une attaque sur Tabarre 27 causant des victimes civiles et des déplacements. Le 30 janvier une attaque de la coalition Viv Ansanm sur Tèt Ka Jak à Marigot a tué 6-7 personnes dont un enfant, blessé quatre personnes et entraîné des maisons brûlées et des entreprises pillées.

Les gangs armés contrôlent environ 80-90 pour cent de Port-au-Prince avec les sources récentes les plus autorisées convergeant vers environ 90 pour cent. Une analyse d'Americas Quarterly du 1er février a caractérisé cela comme une gouvernance criminelle notant que les gangs ne terrorisent pas seulement ils gouvernent en taxant les résidents, en réglant les différends, en contrôlant l'accès aux marchés et en décidant qui peut travailler, commercer ou partir. Le Bureau

intégré des Nations Unies en Haïti a documenté 5 915 décès et 2 708 blessures en 2025 avec le quatrième trimestre seulement représentant 1 523 décès et 806 blessures. De manière significative 62 pour cent des victimes du quatrième trimestre résultent d'opérations des forces de sécurité y compris les frappes de drones de contractants militaires privés, 32 pour cent de la violence des gangs et 6 pour cent de groupes d'autodéfense.

La PNH a annoncé le 1er février un renforcement de sécurité national pour février 2026 avec des agents nouvellement diplômés devant être déployés dans les départements de l'Artibonite, du Nord, du Centre, des Nippes et du Sud-Est et des véhicules blindés distribués aux zones précédemment sous-équipées. Cependant le média haïtien Vant Bèf Info a noté avec scepticisme que la PNH a émis des annonces similaires auparavant sans résultats tandis que les gangs continuent d'opérer en toute impunité. La Force de Suppression des Gangs reste gravement sous-effectif à environ 950-1 000 personnels principalement plus de 700 policiers kényans contre un plafond autorisé de 5 550. Les éléments majeurs devraient arriver été 2026 au plus tôt.

La violence basée sur le genre a augmenté avec Médecins Sans Frontières rapportant le 28 janvier que les cas d'abus sexuels à leur clinique de Port-au-Prince ont triplé au cours des quatre dernières années alors que la violence des gangs augmente. Une moyenne de 27 femmes et filles subissent des violences basées sur le genre quotidiennement principalement des viols y compris des viols collectifs. Les opérations militaires privées continuent avec Vectus Global la société fondée par Erik Prince fournissant un soutien de frappe par drone et hélicoptère aux autorités haïtiennes. Entre le 1er mars et le 30 décembre 2025 les frappes de drones ont entraîné 973 décès dont 934 membres présumés de gangs et 39 résidents dont 16 enfants. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a évalué que la plupart de ces frappes de drones sont probablement illégales selon le droit international des droits de l'homme.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le contrôle territorial des gangs de Port-au-Prince s'est étendu d'environ 60 pour cent début 2024 à 80-90 pour cent actuellement représentant une gouvernance criminelle sans précédent dans l'histoire haïtienne.

POINTS DE DISCUSSION

Aucun incident de sécurité majeur au cours des dernières 24 heures suite à l'alerte de l'ambassade américaine du 31 janvier représente un calme tendu et non une amélioration de sécurité durable.

Le contrôle territorial des gangs à 80-90 pour cent de Port-au-Prince avec gouvernance criminelle incluant taxation, résolution de différends et contrôle d'accès au marché.

L'annonce de renforcement de février de la PNH suit le modèle de promesses non tenues tandis que les gangs continuent d'opérer en toute impunité selon les médias haïtiens.

La Force de Suppression des Gangs gravement sous-effectif à 950-1 000 personnels contre 5 550 autorisés avec des éléments majeurs non attendus avant été 2026.

La violence basée sur le genre augmente avec 27 femmes et filles subissant des violences quotidiennement principalement des viols y compris des viols collectifs selon les rapports de MSF.

Les frappes de drones militaires privés ont tué 973 personnes en 2025 dont 39 résidents et 16 enfants avec l'ONU évaluant que la plupart des frappes sont probablement illégales.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient maintenir un pare-feu d'opérations humanitaires des négociations politiques et se préparer à des conditions d'accès difficiles continues jusqu'au deuxième trimestre 2026.

Les entreprises devraient planifier une continuation de 12-18 mois des conditions difficiles actuelles avec des gains de sécurité nécessitant un déploiement soutenu de la GSF non attendu avant le troisième trimestre 2026.

La coordination des forces de sécurité devrait se concentrer sur la rupture du cycle d'opération de la PNH et de représailles des gangs plutôt que d'annoncer des renforts sans capacité de mise en œuvre.

Les acteurs humanitaires devraient prioriser la capacité de réponse à la violence basée sur le genre étant donné l'augmentation de la violence sexuelle et les rapports de MSF de charges de cas triplées.

Les responsables électoraux devraient explicitement conditionner le calendrier d'août 2026 à des critères de sécurité mesurables vérifiés par des observateurs indépendants plutôt qu'à des dates aspirationnelles.

Les acteurs politiques envisageant des négociations avec les gangs devraient reconnaître le compromis entre état de droit et amélioration de la sécurité comme la décision de transition la plus conséquente.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Publication de la décision TPS aujourd'hui 2 février détermine le sort de 350 000 Haïtiens avec une suspension fournissant un soulagement temporaire mais déclenchant probablement un appel de l'administration tandis que le refus permet l'application de l'ICE à partir du 3 février. Conclusion du dialogue politique 3 février dernier jour du sommet de Pétion-Ville surveillance pour un communiqué conjoint annonçant un cadre de transition convenu ou une reconnaissance de l'échec à atteindre un consensus. Actions finales du CPT 3-7 février surveillance pour des décisions de dernière minute incluant des nominations de directeurs généraux ou des annonces de politique contre une paralysie complète avec un potentiel de tentative surprise de limogeage du PM si la faction anti-Fils-Aimé se regroupe.

CETTE SEMAINE

Mécanismes de transition du 7 février déterminent qui s'adresse à la nation si le CPT tient une cérémonie de dissolution formelle si le PM Fils-Aimé annonce la continuation du rôle intérimaire et si Laurent Saint-Cyr reste coordinateur en attendant le cadre successeur. Déclarations des donateurs internationaux 7-10 février clarifieront si les États-Unis, le Canada et l'UE reconnaissent le gouvernement post-7 février avec engagements de financement ou rétention en attendant la clarification de légitimité. Structure de gouvernance post-7 février mise en uvre de quel que soit le cadre qui émerge surveillance pour la formation d'un nouvel exécutif, les départs effectifs des membres du CPT et la décision potentielle de la cour constitutionnelle sur la légalité de la transition.

HORIZON STRATÉGIQUE

Progrès du déploiement de la Force de Suppression des Gangs avec Jack Christofides assumant le rôle de représentant spécial mi-février et les premières arrivées de contingent en avril déterminant les pays contribuant du personnel. Escalade des opérations de sécurité surveillance du plan de renforcement de février annoncé par la PNH pour les déploiements réels contre une autre promesse non tenue avec des contre-offensives des gangs probables si la pression s'intensifie. Action législative TPS si décision favorable surveillance de la considération du Sénat

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

pour la prolongation législative du TPS tandis que si défavorable suivi de l'intensité de la campagne de pression du Congressional Black Caucus et du caucus caribéo-américain. Viabilité du calendrier électoral premier tour août 2026 devrait être considéré comme aspirationnel en attendant la vérification de sécurité par surveillance mai-juin des améliorations du contrôle territorial.

SOURCES PRIMAIRES

Little, 9th Circuit Finds DHS Overstepped Terminating TPS, 28 janvier 2026
Democracy Now, Temporary Protected Status Haiti, 30 janvier 2026
City of Everett, TPS Termination Statement, 2 février 2026
Trading Economics, Haiti Remittances, données 2024
Flight Global, Sunrise Airways Suspends Port-au-Prince Flights Due to Ongoing Gang Activity, 2026
Vant Bèf Info, Haiti Transition Lancement des Assises de Suivi du Dialogue Politique Interhaitien, 1er février 2026
Le Nouvelliste EN, Seventy Political Parties Support a One Year Transition Excluding the CPT, novembre 2025
BINUH, SG Report on the Situation in Haiti, 14 octobre 2025
Reuters, UN Backed Force Haiti Deploy Fully by Summer Amid Political Turmoil, 22 janvier 2026
X HaitiInfoProj, Montana Accord Statement, 26 janvier 2026
Yahoo, State Department Issues Security Alert Haiti, 31 janvier 2026
Americas Quarterly, Haiti's Political Crisis Deepens Amid a Slide Into Criminal Governance, 1er février 2026
Security Council Report, Haiti Monthly Forecast, janvier 2026
Euronews, Haiti Faces Sexual Violence and Abuse Crisis as Gang Violence Spreads MSF Says, 28 janvier 2026
UN Press, Security Council Renews BINUH Mandate Resolution 2814, 29 janvier 2026
Relief Web, Haiti 2026 Humanitarian Needs and Response Plan Executive Summary, décembre 2025